



RÉORGANISER L'ÉTAT ET LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES SANS CONSULTER LES CITOYENS EST INACCEPTABLE

LA CGT REVENDIQUE DES DÉBATS PUBLICS ET LA CONSULTATION DES CITOYENS

LES SALARIÉS ASPIRENT A LA DÉMOCRATIE ET AU PROGRÈS SOCIAL

Après la débâcle électorale des Municipales et des Européennes pour les formations politiques qui ont promotionné la construction supranationale de l'Union Européenne, le Chef de l'Etat et son nouveau gouvernement ont fait le choix du refus d'entendre la contestation qui s'est exprimée :

- six électeurs sur dix ont décidé de s'abstenir (67% des ouvriers et 71% des employés) ;
- 10% **des inscrits (25% des votants)** ont utilisé le vote Front National qui porte une dangereuse conception ethnico-raciste de la Nation.

Cette situation de crise grave pour la démocratie, montre l'urgence de construire le rassemblement le plus large des salariés et de leurs familles pour résister aux mauvais coups du patronat, à la politique libérale du gouvernement et ouvrir la voie à de nouvelles ambitions de progrès pour le peuple.

Pour la CGT, il n'est pas question d'attendre des jours meilleurs : quand les salaires et retraites sont bloqués depuis des années, quand le chômage et la précarité explosent, quand les Services Publics sont détruits pour les privatiser, quand l'Industrie et la Recherche sont sacrifiées pour les intérêts particuliers des dirigeants et actionnaires, quand l'argent public coule à flot pour les grands groupes, **il y a urgence à exiger des réponses à la hauteur des exigences sociales et démocratiques et des intérêts de la Nation.**

HOLLANDE NE VEUT RIEN ENTENDRE... PIRE, IL ACCELÈRE LES « RÉFORMES » !

Comme ses prédécesseurs (*Chirac, lors de la victoire du « non au TCE » en 2005 et Sarkozy lors des immenses manifestations contre la casse des retraites*), Hollande reste sourd à la volonté populaire...

La sanction des échéances électorales à peine tombée, le Chef de l'Etat et son nouveau Premier ministre annoncent une « réforme territoriale », avec des justifications fallacieuses « le souci constant d'économie, de démocratie, de solidarité et de l'efficacité » pour miner encore plus l'existant en confisquant les pouvoirs de décision et d'intervention des citoyens pour mieux imposer sa cure d'austérité générale.

« Des scénarios aggravés qui ont suivi les référendums sur le Traité de Maastricht et la Constitution Européenne : l'expérience vous amène à refuser l'intégration européenne, les politiques désastreuses pour les intérêts des peuples et bien, Hollande nous promet de nous en servir encore plus : La réforme Territoriale ! »

Présenter la réorganisation des collectivités territoriales comme une économie pour optimiser la réponse aux citoyens, relève du mensonge.

Il s'agit de faire passer dans l'opinion publique la volonté de l'Union Européenne aux ordres des grandes firmes multinationales pour se débarrasser de tous les lieux dans lesquels s'exerce la démocratie pour accroître leurs profits.

PARTONS DES FAITS : EN QUOI CONSISTE CETTE RÉFORME TERRITORIALE ?

Conférence de presse de F. Hollande :

**[...] « Elles seront ainsi de
taille européenne et
capables de bâtir des
stratégies territoriales »**

**C'est avouer ce que serait leur
puissance...**

**C'est avouer son objectif de les
arrimer à l'Union Européenne.**

DEMAIN, avec la suppression prévue des Conseils Généraux, les Départements seraient dépouillés de leurs responsabilités dont s'empareraient les Communautés d'Agglomérations ou de Communes et les Régions. Les Départements ne garderaient pour l'essentiel que des pouvoirs de police et de justice.

C'EST LE MOYEN D'UNE RÉGRESSION DÉMOCRATIQUE ET SOCIALE SANS PRÉCÉDENT

La toute puissance des nouvelles régions leur permettrait de s'affranchir de l'Etat, de nouer des contacts directs avec l'Union Européenne qui deviendrait leur véritable tutelle et leur imposerait ses normes économiques, financières et sociales.

Entre chaque région, s'instituerait une concurrence acharnée avec toujours les mêmes effets : toujours plus d'austérité pour le travail ; toujours plus de profits pour les puissances économiques et financières. La toute puissance des régions, c'est le règne de la concurrence généralisée ! Si efficace il y a...elle serait au bénéfice exclusif des possédants.

HIER, ça a été la dissolution des communes dans de grandes communautés de communes et d'agglomérations.

DEMAIN, par ce redécoupage, ce serait

- la mise à l'échelle européenne de ces communautés de communes et d'agglos dont la taille devra rapidement atteindre 20 000 habitants,
- la constitution de 14 « euro-régions » dotées de moyens nouveaux et de nouvelles responsabilités (*jusqu'ici attribuées à l'Etat*). Entre autres :

- o soutien aux entreprises (*lire : soutien aux possesseurs du droit de propriété privée à but lucratif*),

- o politiques de formation et d'emplois,

- o enseignement,

- o quasi-totalité des transports,

- o aménagement du territoire et grandes infrastructures,

- o politiques de santé,

- o culture,... etc.

Il ne s'agirait pas seulement, comme l'écrit François Hollande,

« De transformer pour plusieurs décennies l'architecture territoriale de la République »...

En effet, en cassant les piliers de cette architecture issue de la Révolution Française (l'Etat central, la commune et les départements) c'est la République que l'on casse...et c'est son propriétaire politique, le peuple souverain, que l'on tente d'expulser.

Bonjour la démocratie !

L'ARBRE QUI CACHE LA FORÊT...

Pour brouiller les cartes avec le renfort des médias placés sous le contrôle des grands groupes, ils essaient de focaliser l'opinion publique sur le découpage des régions en occultant le fond de leur projet !

Pendant qu'ils essaient de faire diversion sur les éventuels découpages des régions, sur les refus de certains départements d'entrer dans cette cartographie, le peuple est dessaisi du fond du projet des gouvernants libéraux de l'UE et de son pouvoir de décision.

Cette étape ultime détruira des siècles de construction de l'unicité de la République. Dans leur projet, ils ne nous parlent plus de « décentralisation » : **L'objectif est à présent la confiscation de tous les pouvoirs de décisions et d'interventions des citoyens à l'échelle de l'Etat Nation pour permettre aux puissances financières de prendre le relais du politique.**

L'affaiblissement de l'Etat ouvrirait la voie à l'abandon de toutes les politiques publiques : Industrie, santé, éducation, aménagement du territoire, etc. Ce serait la fin des services publics, des conventions collectives Nationales et des statuts (on évoque déjà un « SMIC régional »), tout comme les acquis de la protection sociale. Ce serait la fin de l'égalité entre les citoyens, une concurrence accentuée entre les régions riches et celles plus pauvres, entre les métropoles et les territoires.

Avec cette énième réforme ils rêvent de pouvoir généraliser le scandale de la main mise sur l'ensemble des activités et des biens publics comme ils l'ont permis pour les autoroutes, la gestion de l'eau, des ordures ménagères, des énergies, du stationnement, de la communication ou de l'information.

Cette restructuration territoriale constituerait une terrible mutation de la société française :

D'une République unitaire fondée sur des valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité dans laquelle le peuple doit avoir le dernier mot on sombrerait dans une jungle interrégionale dans laquelle les salariés, amputés de l'essentiel de la puissance de leurs suffrages, seraient soumis à une concurrence économique et sociale sans fin. **En termes de démocratie, difficile de faire pire !**

Une nouvelle architecture pour les Collectivités Territoriales inscrite dans la réduction des dépenses publiques de l'UE pour toujours plus privatiser au nom de la concurrence libre et non faussée qui accentuera la friche dans les zones rurales et zones urbaines les plus déshéritées.

Du patronat à la droite en passant par une grande partie de la Gauche, ils nous expliquent qu'il y aurait trop de fonctionnaires dans les trois fonctions publiques.

(Fonction Publique de l'Etat, des Collectivités Territoriales et Hospitalière)

Des agents de la Fonction Publique qui dans leur différents métiers et missions participent à la cohésion et au fonctionnement de la société tout en participant à la création des richesses de la Nation.

Jamais ils n'évoquent le rôle des grands monopoles privés et de leurs actionnaires qui eux ponctionnent inlassablement l'argent publique.

Pour les citoyens, cette restructuration institutionnelle serait un affaiblissement politique sans précédent : ils n'auraient plus de pouvoir ni sur leur pays par l'affaiblissement de l'Etat central ni sur leur commune, noyée dans une communauté de commune ou d'agglomération. Ils ne pourraient plus qu'espérer, très illusoirement peser sur une structure régionale qui serait directement articulée à une entité supra nationale omnipotente : l'Union Européenne !

La Commission Européenne ne s'y est pas trompée : elle a déjà félicité le gouvernement Valls pour ce projet... et l'a encouragé à le réaliser rapidement.

Toute l'histoire nous le montre : quand la démocratie recule, les difficultés sociales du plus grand nombre s'accroissent...en même temps que la richesse des puissants !

Comme les promoteurs de la construction fédéraliste de l'UE savent que l'affaire ne sera pas simple à faire passer, ils tentent de s'exonérer de la démocratie.

D'abord, ils nous présentent les éléments les uns après les autres : hier, c'était la dissolution des communes dans les communautés d'agglomération ; aujourd'hui, il s'agit de l'instauration des régions ; puis, demain, ce sera la suppression des départements. La seule discussion possible doit avoir lieu entre initiés à partir de chaque élément l'un après l'autre et seulement à partir des périmètres qu'ils ont choisis !

Ensuite, pour en discuter, il tente de le faire uniquement avec les supposés premiers concernés, les élus de ces différentes institutions et ils entrent dans des conciliabules aussi politiques que sordides. Pour faire passer la pilule, le pouvoir est même prêt à consulter la « société civile » (dont, individuellement, chaque membre, aussi respectable soit-il, ne dispose pas d'autre prérogative que celle d'un citoyen ; et qui, collectivement, ne peut pas se substituer au peuple).

Or, il va de soi que ces différentes mesures poursuivent le même objet : une transformation radicale de l'organisation territoriale de la République. En effet, sans la dissolution des communes dans les communautés d'agglomération et la disparition des départements, l'installation de super régions ne serait pas possible.

Même si ces mesures ne sont pas prises en même temps, tout se tient. C'est donc la nature de l'objet qui doit déterminer l'échelle à laquelle la décision doit être prise et l'identité politique de celui qui doit décider.

Comme il est clair que c'est de l'organisation institutionnelle de l'ensemble de la société française dont il est question, c'est à l'échelle politique de celle-ci que la décision doit être prise, c'est-à-dire à l'échelle de la nation.

Comme il est tout aussi clair que sur cette question, aucun député ou sénateur n'a reçu sur cette question un mandat qui lui permettrait de s'exprimer, ce ne peut être que le peuple dont l'immense majorité est composée de salariés actifs, retraités ou privés de leurs droits au travail qui puisse prendre une décision dont la légitimité soit incontestable.

En conséquence, la seule procédure démocratique envisageable ne peut être que la consultation du peuple. Tout autre procédure constituerait une forfaiture... et celles et ceux qui s'y prêteraient quelles que soient leurs qualités s'en feraient les complices !

Chacune et chacun est placé devant ses responsabilités

Pour sa part la CGT en tant que syndicat entend assumer les siennes en revendiquant :

l'ouverture d'un grand débat public avec les citoyens sur :

- les responsabilités et prérogatives de chaque collectivité locale et celles de l'Etat,
- le bilan de l'utilisation de l'argent public dans chaque territoire,
- la complémentarité des différentes collectivités et le nécessaire recadrage des compétences et prérogatives de chacune,
- la nécessaire remise à plat de la fiscalité et de la redistribution des impôts,
- la révision de la loi qui autorise aux banques et marchés financiers de rançonner l'Etat et les collectivités territoriales,
- la consultation publique des citoyens sur cette réforme.

**Ne laissez pas à d'autres le soin de décider à votre place,
intervenez et agissez pour le progrès social et la démocratie**